

LA GUERRE DU GAZ S'ÉTEND EN EUROPE

Échec du coup d'État US en Macédoine

par Thierry Meyssan

La Macédoine vient de placer hors d'état de nuire un groupe armé dont elle surveillait les commanditaires depuis au moins huit mois. Elle a prévenu ainsi une nouvelle tentative de coup d'État, planifiée par Washington pour le 17 mai. Il s'agissait d'élargir à la Macédoine le chaos déjà installé en Ukraine de manière à prévenir le passage d'un gazoduc russe vers l'Union européenne.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | DAMAS (SYRIE) | 13 MAI 2015

ITALIANO



Le Premier ministre macédonien, Nikola Gruevski, annonce la fin de l'assaut contre les terroristes.

L'affaire de Kumanavo

La police macédonienne a lancé, le 9 mai 2015, à l'aube, une opération pour arrêter un groupe armé qui s'était infiltré dans le pays et qu'elle soupçonnait de préparer divers attentats.

La police avait évacué la population civile avant de donner l'assaut.

Les suspects ayant ouvert le feu, il s'ensuivit une dure bataille qui fit 14 morts du côté des terroristes et 8 du côté des forces de l'ordre. 30 personnes ont été faites prisonnières. On dénombre quantité de blessés.

Pas une action terroriste, mais une tentative de coup d'État

La police macédonienne était manifestement bien renseignée avant de lancer son opération. Selon le ministre de l'Intérieur, Ivo Kotevski, le groupe préparait une très importante opération pour le 17 mai (c'est-à-dire lors de la manifestation convoquée par l'opposition albanophone à Skopje).

L'identification des suspects a permis d'établir qu'ils étaient presque tous anciens membres de l'UÇK (Armée de libération du Kosovo) [1].



Le repaire du groupe armé à Kumanovo, après l'assaut.

Parmi ceux-ci, on trouve :

- Sami Ukshini, dit « Commandant Sokoli », dont la famille joua un rôle historique au sein de l'UÇK.
- Rijai Bey, ancien garde du corps de Ramush Haradinaj (lui-même trafiquant de drogues, chef militaire de l'UÇK, puis Premier ministre du Kosovo. Il fut jugé par deux fois par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour crimes de guerre, mais acquitté car 9 témoins cruciaux furent assassinés durant son procès).
- Dem Shehu, actuel garde du corps du leader albanophone et fondateur du parti BDI, Ali Ahmeti.
- Mirsad Ndrecaj dit le « Commandant de l'Otan », petit fils de Malic Ndrecaj commandant de la 132e Brigade de l'UÇK.

Les principaux chefs de cette opération, dont Fadil Fejzullahu (mort pendant l'assaut), sont des proches de l'ambassadeur des États-Unis à Skopje, Paul Wohlers.



Fadil Fejzullahu, un des chefs du groupe armé mort durant l'assaut, avec son patron, l'ambassadeur des États-Unis à Skopje, Paul Wohlers.

Ce dernier est fils d'un diplomate états-unien, Lester Wohlers, qui joua un rôle important dans la propagande atlantiste et dirigea le service cinématographique de l'U.S. Information Agency. Le frère de Paul, Laurence Wohlers, est actuellement ambassadeur en République centrafricaine. Paul Wohlers lui même, ancien pilote de la Navy, est un spécialiste du contre-espionnage. Il fut directeur adjoint du Centre d'opérations du département d'État (c'est-à-dire du service de surveillance et de protection des diplomates).



Alors que la Macédoine ne fait pas partie de l'Otan, Jens Stoltenberg « suivait » l'opération de police à Kumanovo.

Pour qu'il n'y ait aucun doute sur les commanditaires, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, intervenait avant même la fin de l'assaut. Non pas pour déclarer sa condamnation du terrorisme et son soutien au gouvernement constitutionnel de Macédoine, mais pour transformer le groupe terroriste en une opposition ethnique légitime : *« C'est avec une vive inquiétude que je suis les événements se déroulant à Kumanovo. J'adresse toute ma sympathie aux familles des personnes tuées ou blessées. Il est important que tous les dirigeants politiques et responsables de communauté s'emploient ensemble à rétablir le calme et fassent procéder à une enquête transparente pour déterminer ce qui s'est passé. J'appelle instamment chacun à faire preuve de retenue et à éviter toute nouvelle escalade, dans l'intérêt du pays et de l'ensemble de la région. »*

Il faut être aveugle pour ne pas comprendre.



Lorsqu'il était gouverneur de la région de Stroumitsa, Zoran Zaev fut accusé d'avoir favorisé la construction d'un centre commercial et arrêté pour corruption. Pour le soutenir, son parti se retira du Parlement. En définitive, il fut grâcié par le président de la République, Branko Crvenkovski, qui présidait alors son parti. Il fut élu président du SDSM en juin 2013.

En janvier 2015, la Macédoine déjouait une tentative de coup d'État au bénéfice du chef de l'opposition, le social-démocrate Zoran Zaev. Quatre personnes étaient arrêtées et M. Zaev se voyait confisquer son passeport, tandis que la presse atlantiste commençait à dénoncer une « dérive autoritaire du régime » (sic).

Zoran Zaev est publiquement soutenu par les ambassades des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne et des Pays-Bas. Mais il n'existe à ce jour de trace dans la tentative de coup d'État que de la responsabilité US.

Le 17 mai, le parti social-démocrate (SDSM) [2] de Zoran Zaev devait organiser une manifestation. Il devait distribuer 2 000 masques de manière à empêcher la police d'identifier les terroristes au sein du cortège. Durant la manifestation, le groupe armé dissimulé par ces masques devait attaquer diverses institutions et lancer une pseudo-« révolution » comparable à celle de la Place Maidan de Kiev.

Ce coup d'État était coordonné par Mile Zechevich, un ancien employé d'une des fondations de George Soros.

Pour comprendre l'urgence de Washington à renverser le gouvernement de Macédoine, il faut revenir sur la guerre des

gazoducs. Car la politique internationale est un grand échiquier où chaque mouvement de pièce provoque des conséquences sur les autres.

La guerre du gaz



Le gazoduc Turkish Stream devrait passer à travers la Turquie, la Grèce, la Macédoine et la Serbie pour déservir l'Union européenne en gaz russe. A l'initiative du président hongrois, Viktor Orbán, les ministres des Affaires étrangères des pays concernés se sont réunis le 7 avril à Budapest pour se coordonner face aux États-Unis et à l'Union européenne.

Depuis 2007, les États-Unis tentent de couper les communications entre la Russie et l'Union européenne. Ils sont parvenus à saboter le projet *South Stream* en contraignant la Bulgarie à annuler sa participation, mais le 1er décembre 2014, à la surprise générale, le président russe Vladimir Poutine lançait un nouveau projet en réussissant à convaincre son homologue turc Recep Tayyip Erdoğan de faire accord avec lui bien que la Turquie soit membre de l'Otan [3]. Il était convenu que Moscou livrerait du gaz à Ankara et que celui-ci en livrerait à son tour à l'Union européenne, contournant ainsi l'embargo anti-russe de Bruxelles. Le 18 avril 2015, le nouveau Premier ministre grec, Alexis Tsípras, donnait son accord pour que le gazoduc traverse son pays [4]. Le Premier ministre macédonien, Nikola Gruevski, avait, quant à lui, discrètement négocié en mars dernier [5]. Enfin, la Serbie, qui faisait partie du projet *South Stream*, avait indiqué au ministre russe de l'Énergie, Aleksandar Novak, lors de sa réception à Belgrade en avril, qu'elle était prête à basculer sur le projet *Turkish*

Stream [6].

Pour stopper le projet russe, Washington a multiplié les initiatives :

- ▶ en Turquie, il soutient le CHP contre le président Erdoğan en espérant lui faire perdre les élections ;
- ▶ en Grèce, il a envoyé le 8 mai, Amos Hochstein, directeur du Bureau des ressources énergétiques, pour sommer le gouvernement Tsípras de renoncer à son accord avec Gazprom ;
- ▶ il prévoyait —à toutes fins utiles— de bloquer la route du gazoduc en plaçant une de ses marionnettes au pouvoir en Macédoine ;
- ▶ et en Serbie, il relance le projet de sécession du bout de territoire permettant la jonction avec la Hongrie, la Voïvodine [7].

Dernière remarque et non des moindres : le *Turkish Stream* alimentera la Hongrie et l'Autriche mettant fin au projet alternatif négocié par les États-Unis avec le président Hassan Rohani (contre l'avis des Gardiens de la Révolution) d'approvisionnement avec du gaz iranien [8].

Thierry Meyssan

[1] « **L'UÇK, une armée kosovare sous encadrement allemand** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 avril 1999.

[2] Le SDSM est **membre de l'Internationale socialiste**.

[3] « **Comment Vladimir Poutine a renversé la stratégie de l'Otan** », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie), *Réseau Voltaire*, 8 décembre 2014.

[4] “**Möglicher Deal zwischen Athen und Moskau : Griechenland hofft auf russische Pipeline-Milliarden**”, Von Giorgos Christides, *Der Spiegel*, 18. April 2015.

[5] “**Геннадий Тимченко задержится на Балканах. Вместо South Stream "Стройтрансгаз" построит трубу в Македонии**”, Юрий Барсуков, *Коммерсант*, 12 марта 2015 г. Version française : « **La Russie construira un gazoduc en Macédoine** », *Visions de la Russie*, 13 mars 2015.

[6] « **Énergie : la Serbie souhaite participer au gazoduc Turkish Stream** », B92, 14 avril 2015.

[7] « **La Voïvodine, prochain pseudo-État en Europe ?** », par Wayne Madsen, Traduction Milko Terzić, *Strategic Culture Foundation* (Russie), *Réseau Voltaire*, 18 février 2015.

[8] « **Derrière l'alibi anti-terroriste, la guerre du gaz au Levant** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 29 septembre 2014.